



PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre
Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel

Pôle environnement et guichet unique ICPE

Tél. 03 86 60 71 46

58-2018-03-01-002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant mise en demeure
au Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre (SIEEEN)
à NEVERS, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2001-P-352 du 7 février 2001,
l'autorisant à exploiter une plate-forme de compostage de déchets verts
et de la fraction fermentescible des déchets ménagers et assimilés
sur le territoire de la commune de RIX (Nièvre).

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2001-P-352 du 7 février 2001 autorisant l'exploitation d'une plate-forme de compostage de déchets verts et de la fraction fermentescible des déchets ménagers sur la commune de RIX par la Communauté de communes des Vaux d'Yonne,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-P-1903 du 23 juillet 2010 mettant en demeure le SIEEEN de procéder à la déclaration de changement d'exploitant et de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2001-P-352 du 7 février 2001 autorisant l'exploitation d'une plate-forme de compostage de déchets verts et de la fraction fermentescible des déchets ménagers sur la commune de RIX,
- VU le courrier du SIEEEN au Préfet, en date du 30 mai 2011, informant que le SIEEEN a repris depuis le 1^{er} janvier 2005 l'exploitation de la plate-forme soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2001-P-352 du 7 février 2001 et demandant le déclassement de l'installation sous le régime de la déclaration,
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite du 20 décembre 2017, complétée par une visite au siège du SIEEEN, à Nevers, le 16 janvier 2018 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 6 février 2018, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé,

CONSIDÉRANT que la plate-forme de compostage de la commune de RIX est régulièrement autorisée au titre du code de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 7 février 2001 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé, dispose que : « *Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu [...]* »,

CONSIDÉRANT que l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé, dispose que : « *[...] Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation.* »,

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé, dispose que : « *[...] Les éléments légers qui seraient dispersés dans l'enceinte et hors l'enceinte de l'établissement seront ramassés.* »,

CONSIDÉRANT que l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé, dispose que : « *Les refus de compostage ainsi que le compost fini seront évacués aussi souvent que nécessaire.* »,

CONSIDÉRANT que l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé, dispose que : « *[...] L'établissement sera équipé de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et à l'importance de la station. On disposera au moins d'un poteau d'incendie normalisé de 100 mm (débit 60 m³/heure sous une pression dynamique minimale de 1 bar) ou en cas d'impossibilité, d'une réserve d'eau de 120 m³ ainsi que d'un poste d'eau. Des consignes particulières d'incendie seront établies. Elles seront affichées en permanence, de façon apparente et inaltérable, à l'intérieur du local et à l'extérieur, à proximité des accès. Le numéro de téléphone des services de secours et l'emplacement du moyen d'appel utilisable y seront indiqués. Le personnel sera entraîné à la lutte contre l'incendie.* »,

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 20 décembre 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé :

- **Article 10** : Le numéro d'immatriculation des véhicules de transport entrant sur le site n'est pas noté dans son intégralité,
- **Article 11** : Il n'y a pas de procédure d'urgence faisant l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation,
- **Article 13** : de nombreux sacs jonchent le sol sur les pelouses situées entre le bassin et l'arrière de la plate-forme de compostage. Une structure métallique de type serre est présente sur le site,
- **Article 14** : quatre extrémités d'andains se trouvent en dehors de la plate-forme étanche,
- **Article 16** : aucune règle ou jauge ne permet la mesure d'un niveau d'eau minimal à conserver, établi à 120 m³ pour les besoins en eaux d'extinction d'incendie du site, dans le bassin de récupération des jus de la plate-forme de compostage voisine.
Le dernier contrôle des extincteurs et des trappes de désenfumage a été effectué le 29 septembre 2016, soit à une périodicité supérieure à un an.

Aucune consigne particulière d'incendie n'est établie. Aucun affichage permanent, apparent et inaltérable, à l'intérieur et à l'extérieur du local n'indique l'emplacement du moyen d'appel utilisable à proximité des accès. Aucun numéro de téléphone des services de secours n'est affiché.

Aucun exercice de lutte contre l'incendie n'a été réalisé.

L'agent n'a reçu aucune formation à la lutte contre l'incendie,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, visés supra,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure le Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre (SIEEEN) de respecter les prescriptions des articles 10,11,13,14 et 16 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé,

CONSIDÉRANT qu'un délai de deux mois apparaît suffisant pour satisfaire à ces obligations réglementaires,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

Le Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre (SIEEEN), exploitant une plate-forme de compostage de déchets verts et de la fraction fermentescible des déchets ménagers et assimilés sur la commune de RIX, est mis en demeure de respecter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 10,11,13,14 et 16 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2001, susvisé.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 – VOIE ET DÉLAI DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 – EXÉCUTION

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le Maire de RIX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. le Président du Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **31 MARS 2018**

Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

